

É DUPLICATION ET S OCIÉTÉS

ÉDITORIAL

Le premier numéro, "L'éducation, l'État et le local" rendait compte d'un mouvement qui s'est développé à partir du milieu des années quatre-vingt: l'affirmation d'une sociologie de local et un rapprochement fécond de la recherche en éducation avec les sciences politiques. Ce deuxième numéro aborde un thème qui reste encore largement prospectif: la sociologie de l'enfance. Il y a moins de dix ans, Anne Van Haecht définissait l'enfance comme "une terre inconnue du sociologue"¹. L'exploration a apparemment bien progressé puisque Régine Sirota, qui a assuré la responsabilité de ce dossier, a rassemblé suffisamment de matière pour nourrir deux numéros: celui que vous tenez entre les mains et un autre qui paraîtra au printemps de l'année 1999. Je lui laisse le soin de présenter elle-même leur contenu scientifique. Mon rôle se limitera à expliquer l'importance que nous accordons à ce thème. Il correspond à plusieurs objectifs fondateurs de la revue: développer une sociologie de l'éducation qui dépasse la sociologie de l'école, être attentif aux évolutions du milieu scientifique et exprimer les "recompositions de champ" où la sociologie rencontre des disciplines voisines: philosophie, psychologie, histoire, démographie, sciences politiques, etc.

1: Van Haecht A. 1990 "L'enfance, terre inconnue du sociologue" *Bulletin de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française*, n.6.

Je dois aussi exprimer une reconnaissance particulière à Claude Lessard et à Claude Trottier qui ont organisé la première de ces rencontres d'*Éducation et Sociétés* que nous avons annoncées dans le premier numéro, et qui ont pour but d'établir un dialogue entre la revue, ses auteurs potentiels et son public. Cette rencontre s'est située en marge du Congrès de l'Association Internationale de Sociologie qui s'est tenu à Montréal du 26 juillet au 2 août derniers. Elle a, en outre, bénéficié de la générosité de l'Université de Montréal, dont l'aide nous a permis de donner à la réunion un caractère convivial qui a été très apprécié. Celle-ci a donc été chaleureuse, mais aussi instructive. Le point le plus frappant a peut-être été le rassemblement, autour de la revue, de sociologues qui intervenaient dans des comités de recherche extrêmement divers. De manière surprenante, les chercheurs qui suivaient les travaux du comité "Sociologie de l'éducation" ne constituaient qu'une minorité. La majorité se trouvait répartie entre la sociologie politique, la sociologie du travail, la sociologie des professions — qui a consacré une séance aux professions de l'éducation et de la formation —, la sociologie de l'enfance, la sociologie des religions, etc. Sans compter les contributions présentées lors des séances transversales qui ont porté sur l'épistémologie de la discipline ou des secteurs géographiques particuliers.

Il ne s'agit évidemment pas de déplorer cette situation au nom d'un patriotisme de secteur qui serait tout à fait déplacé. Nous avons au contraire souvent affirmé qu'une revue de sociologie de l'éducation est d'abord une revue de sociologie et qu'un de ses buts sera d'établir un lien permanent entre les recherches concernant l'éducation et les grands débats de la sociologie générale. Il n'en reste pas moins que plusieurs participants ont exprimé une certaine inquiétude devant cet éclatement. Celui-ci présente au moins deux dimensions. La première est pratique. Si les sociologues de l'éducation ont tout intérêt à échanger avec des spécialistes d'autres domaines, ils ont aussi besoin d'un "lieu commun" pour organiser la capitalisation et la confrontation de leurs travaux. C'est évidemment le but d'*Éducation et Sociétés*. Mais la question recouvre également un autre aspect, qui touche à la théorie. Un observateur non prévenu pourrait en effet se demander ce qu'ont de commun des études sur les politiques publiques de décentralisation de l'éducation, des travaux de sociologie cognitive sur la construction

des savoirs scolaires et le sens qu'ils prennent pour les élèves, l'analyse des flux d'orientation et l'observation des différences entre les modes de socialisation des filles et des garçons. Ce rapport allait de soi à l'époque des grands paradigmes et des "grands récits". Il est aujourd'hui devenu problématique. Or, il est évident qu'une sociologie — ou des sociologies — de l'éducation ne peut exister sans ce rapport à la totalité qui permet de référer les résultats des études sectorielles à une analyse globale. Au-delà des débats classiques autour de la reproduction ou de la production de la société, cette réflexion rencontre aujourd'hui une interrogation nouvelle qui porte sur l'existence même de la société. Dès son origine, le concept a correspondu autant à un projet qu'à une analyse de l'existant. Ce projet a-t-il échoué? Ou a-t-il disparu? Et dans ce cas, que serait une sociologie sans société²? Ces interrogations dépassent évidemment les dimensions de cet éditorial, mais nous pourrions y revenir dans les prochains numéros, voire en faire un axe majeur de la réflexion de la revue.

Une autre question nous a souvent été posée lors de cette rencontre, celle des "varia". Nul ne conteste l'organisation des numéros autour d'un dossier thématique, mais les chercheurs présents à Montréal ont beaucoup insisté sur ses effets pervers. Programmer les thèmes des numéros longtemps à l'avance constitue une gêne pour rendre compte de l'actualité de la recherche et la commande favorise naturellement les chercheurs installés aux dépens des plus jeunes. Ce défaut était inévitable dans les premiers numéros, puisqu'aucun auteur ne propose d'article à une revue qui n'existe pas! Il devrait être corrigé dès le prochain numéro. Nous commençons à recevoir des textes qui sont soumis au Comité scientifique, et il est probable que nous incluons un article hors thème dans la prochaine livraison. Nous ne pouvons donc qu'encourager les auteurs à nous soumettre leurs manuscrits.

L'intérêt révélé par cette première rencontre nous encourage à persévérer. D'autres rencontres d'*Éducation et Sociétés* devraient permettre de prolonger le dialogue amorcé à

2. On pourra nourrir cette réflexion en lisant la communication de Luc Boltanski au colloque de l'EHESS à Toulouse, en avril 1995, publiée dans la *lettre de l'Association pour la recherche* à l'EHESS, n°14, 1996.

Montréal. Vous trouverez plus loin l'annonce du séminaire organisé par Anne Van Haecht à Bruxelles sur l'évaluation des politiques publiques d'éducation. D'autres rencontres seront organisées à Paris ou à Genève. Il est très important qu'elles se déroulent dans des lieux différents, mais il est évident qu'elles ne touchent à chaque fois qu'un public limité. Pour réellement développer le dialogue à l'intérieur de la sociologie de langue française, et pour s'ouvrir sur d'autres espaces linguistiques, la revue doit donc utiliser les moyens modernes de communication. Notre souhait est d'ouvrir dans les mois qui viennent une rubrique *Éducation et Sociétés* sur le site Internet de l'INRP qui présentera les dossiers des numéros en préparation et permettra à des auteurs non prévus de proposer une contribution. Nous souhaitons également que cette rubrique soit interactive et qu'elle permette aux lecteurs de réagir aux thèmes proposés ou aux articles publiés. Les opinions ainsi exprimées étant bien entendu rapportées, de manière synthétique, dans la revue.

Nous espérons donc, au travers de toutes ces entreprises, servir un projet qui n'est pas simplement de publier, deux fois par an, des articles que nous espérons tout de même les meilleurs possible, mais de créer, pour la sociologie francophone, un outil de confrontation interne et d'ouverture sur le monde extérieur et nous remercions par avance tous ceux qui pourront nous aider par leurs propositions ou leurs critiques.

Jean-Louis Derouet
Rédacteur en chef